



CGT Éduc'action

Retrait de la réforme Macron des lycées professionnels

Les membres du CA du LP réunis le dénoncent la réforme structurelle du bac professionnel qui s'est mise en place à la rentrée 2024 sur l'ensemble des niveaux de la formation et qui se caractérise par une baisse de 170h de cours pour les élèves comme en témoigne la baisse conséquente de la DGH (*donner les chiffres de l'établissement*). Plus largement, ils condamnent le projet de réforme des lycées professionnels qui met en grave danger l'avenir scolaire et professionnel de nos élèves et va engendrer des suppressions de postes (*données établissement*) et des reconversions forcées pour les personnels (*données établissements*).

Plus précisément, ils considèrent que les aménagements du parcours en « Y » dit maintenant « personnalisé » ne changeront en rien les conséquences vécues l'année dernière avec sa mise en place : désorganisation des établissements, difficultés à trouver des PFMP, absentéisme massif. Il s'agit de faire toujours plus vite avec moins de temps ! Le rythme d'apprentissage imposé à nos élèves est plus dense et soutenu et les enseignant·es se retrouvent dans l'obligation d'accélérer leurs cours. Non seulement c'est anxiogène et générateur de stress mais c'est un non-sens pédagogique. Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École.

De plus les fermetures et ouvertures de filières de notre établissement (*données établissement*) sont décidées uniquement au prisme des besoins locaux des entreprises ce qui, pour nos élèves, va considérablement réduire leurs choix de formation. Les élèves seront, en quelque sorte, « assignés à résidence ». La volonté de développer les colorations et les formations bac + 1 (*données établissement*) va contribuer à baisser le niveau de qualification et donc à terme le salaire de nos élèves. Pour la CGT Éduc'action, il est inacceptable que la jeunesse issue des catégories sociales les moins favorisées ait pour seul avenir de devenir une main-d'œuvre sous-payée et corvéable à merci !

Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, car les lycées professionnels n'ont pas vocation à être au service des entreprises et du monde économique mais au contraire à celui de l'émancipation de leurs élèves.